

and
the
gu-
voir
à



Pouvoir et opposition ont déclenché leurs grandes manœuvres électorales

une vraie coalition impliquant une solidarité gouvernementale sans faille. « Les idées de coalition et d'opposition sont étrangères à la Constitution présidentielle nigérienne », rappelle récemment le vice-président, M. Alex Ekwueme, avant d'ajouter : « L'autorité de M. Shagari est indépendante de toute majorité à l'Assemblée nationale. » Même si le régime nigérian ne suppose pas une majorité parlementaire stable et permanente, la disparition de celle-ci compliquera un travail législatif déjà lent.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(Lire la suite page 6.)

Un Nord a donc vécu, en tant que bloc cohésif, monolithique, quasi-mobilisé, mobilisé autour de la langue hausa, de la tribu hausa, de l'aristocratie des émirs, d'un islam dominant, d'un N.P.C. alternativement accessionniste ou dominateur. Il s'agissait là d'un modèle mobilisateur qui ne rendait cependant compte que d'un aspect de la réalité, d'un régime d'exception, d'une politique d'urgence de la « guerre sainte », au détriment d'un béguinisme hausa plus pacifique, ouvert, diffus, fondé sur une expansion commerciale continue, menée par une diaspora active, qui répandait ses valeurs culturelles et religieuses dans l'aire côtière, notamment

désormais « monocolore ». L'alliance N.P.N.-N.P.P. ne fut jamais une vraie coalition impliquant une solidarité gouvernementale sans faille. « Les idées de coalition et d'opposition sont étrangères à la Constitution présidentielle nigérienne », rappelait récemment le vice-président M. Alex Ekwueme, avant d'ajouter : « L'autorité de M. Shagari est indépendante de toute majorité à l'Assemblée nationale. » Même si le régime nigérian ne suppose pas une majorité parlementaire stable et permanente, la disparition de celle-ci compliquera un travail législatif

JEAN-PIERRE LANGELLIER
(Lire la suite page 6.)

(1) G. Nicolas : « La Seconde République nigérienne : une nouvelle chance pour l'Afrique », *le Monde* daté 28-29 septembre 1980.

(2) H. Laroche : *Le Nigéria*, PUF, Paris, « Que sais-je ? », 1968.

(3) G. Nicolas : Evolution du système fédéral nigérian, *le Mois en Afrique*, juin-juillet 1980, n° 174-175.

(*) Directeur du Centre d'études sur les relations entre le monde arabe et l'Afrique.

CFAO

(NIGERIA) LIMITED

SIÈGE SOCIAL : 1, DAVIES STREET - LAGOS

La CFAO,

*établie au Nigeria depuis 1904
et est partout présente.*

- Importation et distribution :**
 Marchandises générales, tissus / Supermarché / Matériaux de construction
 Automobiles et camions (vente et service après-vente) / Assemblage de
 véhicules commerciaux / Matériel industriel et de génie civil / Matériel de
 climatisation et réfrigération (installation, service après-vente).
- Exportation :**
 Cuirs et peaux tannés
- Industries :**
 Textiles synthétiques / Filets de pêche / Chaussures / Parfums
 Fabrication et impression de cartonnages/Tannerie/Tôles
 ondulées galvanisées/Fabrication de couvertures/Crayons à
 billes BIC/Cycles/Motocyclettes/Boisson Maltux
- Services :**
 Transit/Représentation de navires/Agence de voyages/Fret aérien



Pouvoir et opposition ont déclenché leurs grandes manœuvres électorales

(Suite de la page 5.)

Le gouvernement devra donc contraindre au coup par coup et déjouer une majorité exorbitante des partis. Le N.P.N. s'estime assez fort pour pouvoir débiter des élus tentés par un ralliement. M. Shagari profitera au maximum des incertitudes et des dissensions qui travaillent les formations adverses. Jusqu'à présent, il n'a pas mal réussi. Nombre de parlementaires, il est vrai, semblent prêts, le moment venu, à voter au secours de la victoire. A plus long terme, on s'achemine vers un réajustement des forces en présence. Sur l'échiquier politique, certaines pièces devraient logiquement tomber. Ainsi, le G.N.P.P., en activité en deux factions, ne sont plus vraiment implantés dans les deux tiers des Etats, comme l'exige la Constitution. Seul le N.P.N. dispose d'une assise politique nationale. La commission électorale fédérale sera chargée de réexaminer la représentativité des cinq partis. Le prestige de cet organisme judiciaire, soit dit en passant, a été sérieusement terni par sa décision — à l'évidence inspirée par le pouvoir — de reconnaître comme seul P.R.P. légal la faction dirigée par M. Aminu Kano, au détriment des dissidents, jugés sans doute trop turbulents.

En cette phase transitoire, toutes les combinaisons sont envisageables. Un retour au berceau du N.P.N. ? M. Akiwile ne l'a pas totalement exclu, même s'il semble très improbable. Une

alliance entre le N.P.N. et l'U.P.N. de M. Awolowo ? Nul n'y croit, du moins tant que le vieux dirigeant restera à la barre du parti Yoruba. Celui-ci a présenté certaines demandes à M. Shagari, notamment la suppression des officiers de liaison présidentielle. Le chef de l'Etat lui a répondu négativement en disant qu'il n'y avait rien de tel. La situation semble bloquée. La disparition de M. Awolowo devrait, en revanche, favoriser l'émergence d'une coalition pluri-partite d'hommes politiques Yoruba, moins prisonniers du passé.

Un clientélisme exacerbé

Ces ajournements s'expliquent par l'absence de reconnaissance qui empêche la refonte des listes et des registres électoraux. Les dernières statistiques démographiques, valides seulement à 1983, depuis cette date, on se contente de vagues estimations. Pensez : le plus peuplé et le plus riche pays d'Afrique est un des Etats au monde dont on connaît la population avec le moins de précision. Entre quatre-vingts et cent millions, selon les experts. Le gouvernement, présentement tout de même bloqué au Parlement sur un projet de loi électorale qui souève un tollé dans l'opposition. D'une part, ce texte réglementera la compatibilité entre la détention des mandats électoraux et l'appartenance aux milieux d'affaires, d'autre part, il introduit le vote électronique. L'U.P.N. voit dans

un regroupement général des opposants autour d'un axe N.P.N.-U.P.N. ? Cette hypothèse serait la plus menaçante pour l'équipe au pouvoir. Elle suppose toutefois que M. Akiwile et Awolowo soient capables de surmonter de vieilles rancunes. Une formule de candidature unique accrocherait sensiblement les chances de leurs partis lors de l'élection des gouverneurs et lors des scrutins locaux. La mise en place des gouvernements locaux, initialement prévue pour décembre 1979, se fait toujours attendre. Des conseils de gestion nommés par les gouvernements ont rempli leur rôle jusqu'à présent.

Chaque parti, dans les Etats de cette innovation l'institutionnalisation du *troupeau*. Les pratiques et les mentalités du monde politique évoluent profondément conservatrice. L'indigence des idéologies, le clientélisme des partis, la faiblesse du sentiment national et du sens de l'intérêt de l'Etat, la corruption, l'incapacité, y compris des milieux, la distribution des emplois dans l'administration, la distribution des contrats publics aux entreprises — moyennant une coquette commission de *fatwa* (« dash ») — nourrit l'insécurité de cette partie. Le contrôle strict de l'allocation des contrats fédéraux est la principale source d'enrichissement du N.P.N.

Chaque parti, dans les Etats de cette innovation l'institutionnalisation du *troupeau*. Les pratiques et les mentalités du monde politique évoluent profondément conservatrice. L'indigence des idéologies, le clientélisme des partis, la faiblesse du sentiment national et du sens de l'intérêt de l'Etat, la corruption, l'incapacité, y compris des milieux, la distribution des emplois dans l'administration, la distribution des contrats publics aux entreprises — moyennant une coquette commission de *fatwa* (« dash ») — nourrit l'insécurité de cette partie. Le contrôle strict de l'allocation des contrats fédéraux est la principale source d'enrichissement du N.P.N.

Chaque parti, dans les Etats de cette innovation l'institutionnalisation du *troupeau*. Les pratiques et les mentalités du monde politique évoluent profondément conservatrice. L'indigence des idéologies, le clientélisme des partis, la faiblesse du sentiment national et du sens de l'intérêt de l'Etat, la corruption, l'incapacité, y compris des milieux, la distribution des emplois dans l'administration, la distribution des contrats publics aux entreprises — moyennant une coquette commission de *fatwa* (« dash ») — nourrit l'insécurité de cette partie. Le contrôle strict de l'allocation des contrats fédéraux est la principale source d'enrichissement du N.P.N.

Chaque parti, dans les Etats de cette innovation l'institutionnalisation du *troupeau*. Les pratiques et les mentalités du monde politique évoluent profondément conservatrice. L'indigence des idéologies, le clientélisme des partis, la faiblesse du sentiment national et du sens de l'intérêt de l'Etat, la corruption, l'incapacité, y compris des milieux, la distribution des emplois dans l'administration, la distribution des contrats publics aux entreprises — moyennant une coquette commission de *fatwa* (« dash ») — nourrit l'insécurité de cette partie. Le contrôle strict de l'allocation des contrats fédéraux est la principale source d'enrichissement du N.P.N.

La fédération

Le

(Suite de la page 5.)

Loi d'être monolithique, l'ethnie « hausa » dominante se divise, en effet, en deux fractions ethniques constituées, l'une de Peuls émérites (Fulani Hausa) qui détiennent le pouvoir et l'autre de Hausa de souche (Habe), soumis aux premiers depuis la « guerre sainte » du siècle dernier. Les rapports entre ces deux groupes étaient loin d'être toujours amicaux. En outre, ce groupe majoritaire, qui comptait environ 17 millions de ressortissants (Hausa : 11 millions ; Fulani : 4,7 millions en 1980), devait compter avec les tribus Kanuri (12 millions) et les tribus Ibibio (1,5 million), Nupes (0,6 million), Igala (0,5 million), qui constituaient des blocs importants et une centaine de groupes plus modestes, mais jaloux de leur identité y compris les Yoruba de la région d'Ilorin, qui aspiraient à rejoindre l'Oumet. Ces ethnies, d'origine musulmane ou chrétienne, constituaient autant d'enclaves au sein du Nord, et les partisans du régime se faisaient pas faute de soutenir leurs revendications dans le but de provoquer le démantèlement de la région d'Ilorin. En conséquence, le Nord accueillait avec plus ou moins de bonheur 1 million de réfugiés de la région d'Ilorin. Cette situation était d'autant plus délicate que les autorités locales, pour la plupart, étaient des membres de la majorité des emplois de maîtrise et perçus par les autochtones comme de nouveaux conquérants décidés à les asservir — réaction qui est à l'origine des pogroms de 1980.

Les nouveaux Etats septentrionaux

En mai 1980, le gouvernement du colonel Gowon (membre d'une minorité septentrionale) partageait la fédération en douze Etats, dont six pour l'ancienne Northern Region. En février 1979, celui du général Abacha (membre de la majorité) se divisait en dix-neuf. Cette décision, reprise par la Constitution de 1979, répondait à une demande très forte. La plupart de ces aspirations ont été satisfaites.

Les Etats septentrionaux actuels sont ceux de Sokoto, Kaduna, Kano, Bauchi, Borno, pour le Grand-Nord (ou Northern Belt), Gombe, Plateau, Benue, Niger, Kwara, pour le Middle Belt. Certains correspondent à d'anciennes entités politiques comme Sokoto, Kano, Borno. D'autres sont des agrégations de populations diverses. Les uns ont une population élevée (Sokoto, 7 millions de ressortissants ; Kaduna, 6 millions ; Kano, 8 millions) qui les place au-dessus de nombreux Etats africains indépendants. D'autres sont plus modestes (Kwara, 2,4 millions ; Plateau, 2,8 millions, etc.). Certains ont une base ethnique cohérente (Hausa pour Sokoto et Kano ; Kanuri pour Borno). D'autres rassemblent des ethnies très diverses, notamment Plateau, Benue, Gombe.

Chacun de ces Etats a son gouvernement, son assemblée et son appareil judiciaire. Par contre, il dépend, nous l'avons vu, du pouvoir fédéral dans plusieurs domaines, notamment militaire, policier et économique.

Affrontements politiques et idéologiques

Le retour au régime civil a été marqué par un nouvel essor des luttes partitiques et idéologiques. Les élections de 1979 ont été marquées par une lutte acharnée entre les trois grands partis régionaux, N.P.C., A.G. et N.C.N.C., dont chacun contestait le gouvernement de sa région et combattait avant tout pour les intérêts de celle-ci et de sa majorité. Le conflit majeur entre ces grandes formations a masqué l'existence de partis minoritaires, notamment contre elles, avec l'appui de leurs rivaux ou soutenant des positions plus générales. Sous la Seconde République, la situation politique est, en

N.N.P.C. OUVRE LA VOIE AUX DIVERSES TECHNOLOGIES DONT A BESOIN LE NIGÉRIA POUR LES ANNÉES A VENIR

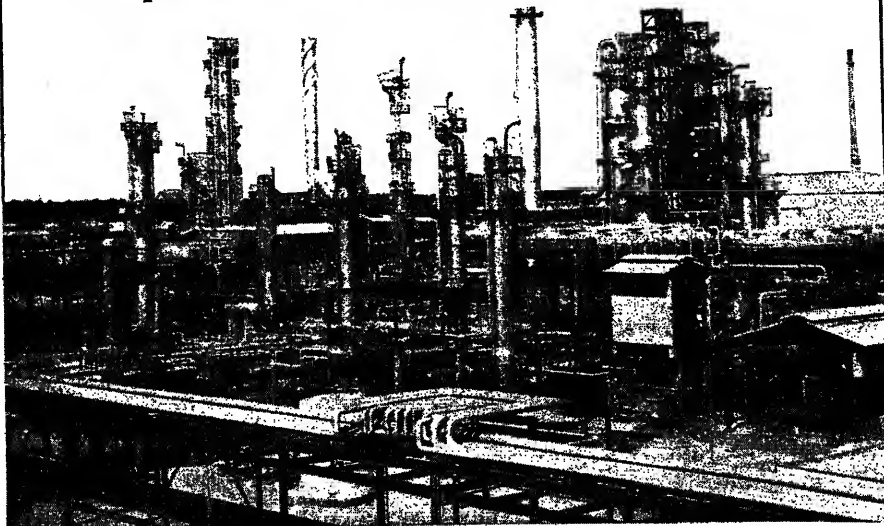
QUAND VOUS PENSEZ — INFRASTRUCTURE — POUR LE DÉCOLLAGE INDUSTRIEL DU NIGÉRIA, PENSEZ N.N.P.C.
LE PÉTROLE ET SES DÉRIVÉS SONT LES BASES DE L'INDUSTRIE D'AUJOURD'HUI ET DES SIÈCLES A VENIR.
LE RYTHME DE LA MODERNISATION, LE SPECTACULAIRE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DU NIGÉRIA, LES EXIGENCES DE L'INDUSTRIE : DES TECHNIQUES DU

PLASTIQUE, DE L'AGRICULTURE, DE LA CHIMIE ET DE L'INDUSTRIE PNEUMATIQUE, ETC.
TOUS DÉPENDENT DE LA PUISSANCE DU PÉTROLE... ET DE SES DÉRIVÉS. C'EST LE DOMAINE DE N.N.P.C.
SANS EXAGÉRATION, NOUS SOMMES LE PIVOT DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DU NIGÉRIA.



NNPC

Le pilier de l'économie du Nigéria



مركز من الأصل

du Nigéria

Nord est destiné à jouer un rôle majeur

[illegible][illegible]

L'éclatement du Parti de la rédemption du peuple (P.R.P.)

Ce conflit s'inscrit dans le cadre de la lutte acharnée que se livrent le parti national et le Parti de la rédemption du peuple. Ce dernier contrôlant les

des deux États de Kano et de Kaduna. Ce sont affrontement séculaires entre deux puissances régionales, triennales entre la formation de M. Shehu Shugart et celle de M. Abacha Adesanya, qui ont été fondant un programme libéral et les émir, tandis que la seconde est le renouveau d'un mouvement de réformes d'inspiration révolutionnaire à laquelle implique une redistribution des ressources et du pouvoir au sein de la région. Le régime de Kano, selon le schéma de la lutte des classes ou de l'émulation, est en train de passer d'un long engagement des luttes de terre primitive, le N.P.N. ayant été le principal adversaire de l'héritage du N.P.C. tandis que le P.R.P. est l'héritier du parti d'opposition du N.P.C. (National Progressive Union), qui fut, durant la période en question, le fer de lance de la lutte pour la décolonisation de Kaduna. Par ailleurs, les deux gouvernements P.R.P. ont adopté une attitude d'ouverture envers les « progressistes », qui compte également leurs homologues du N.P.C. et du N.P.N. Le conflit débordant ainsi du cadre des États qu'ils dirigent pour s'inscrire dans une lutte nationale pour l'édification fédérale, dans la perspective d'une alternance de régime.

Toutefois, le parti de la rédemption du peuple est en proie à une division profonde, qui oppose le vieux dirigeant Amulani Mubumba, ancien ministre de l'Intérieur, dirigé par le ministre de l'Intérieur, dirigé par les deux gouverneurs Abubakar Rimi et Balaram Mure et le syndicat des Indigènes. Le mouvement est dirigé par des nobles à l'opposition dirigée par M. Obafemi Awolowo, ancien dirigeant de l'ancienne région de l'Ouest et l'ancien dirigeant du mouvement de libération du peuple. La Première

la constitution de nouveaux États, procès auprès des tribunaux, et réintégration de des régions de l'ouest, un climat de violence explosant en émeutes ponctuelles, sous les prétextes les plus divers, courrant peu à peu les bases d'un mouvement de libération du pays est si vaste et d'un tel caractère, que les problèmes si nombreux que cette effervescence semble, en définitive, superficielle et insignifiante, sans autre mesure les indigènes.

L'islam nord-nigérian

L'identité septentrionale est profondément liée à l'islam, au point que certains commentateurs ont réduit le clivage régional entre le nord et le sud de la fédération à un conflit entre musulmans et chrétiens ou « animistes ». En réalité, les États septentrionaux ne comptent pas que des musulmans, et la région du nord n'est pas une partie du pays (4). C'est ainsi que, en 1970, la région Nord comptait

[illegible]

Le religion islamique s'est imposée de bonne heure dans la région, et elle est restée dominante sur les rives du lac Tchad, au sud-est égyptien, puis dans cette zone de transition qui s'étend de la boucle du Niger, au quinzième siècle. De ces deux foyers, elle a gagné le sud, en s'accommodant néanmoins lentement au sein des royaumes haoussa établis entre le dixième et le treizième siècle, puis aux marchands en relation avec les ports méditerranéens. Ces villes ont été conquises par les musulmans, les immigrants, des lettrés, des pèlerins de passage. Leur aristocratie a été évincée, les palais ont été rasés, ses ouvertures à la révélation coranique, non sans s'accommoder à la culture préexistante. C'est un bon heur, mais, cette religion a servi d'idéologie du pouvoir. Elle a servi à l'édification d'un empire, enfin, un état islamiste, l'émirat du Fouta, a préché un

L'administration britannique

Lorsque les troupes britanniques se sont emparées du sultanat de Sokoto, en 1903, après avoir vaincu les guerriers indomptés, et une poignée d'irréductibles, elles ont maintenu en place les dirigeants locaux, afin d'exploiter le pouvoir contesté des émissaires, eux leurs contestés, afin d'exploiter les populations locales. Sous le régime de l'« indirect rule », l'administration britannique a continué à s'emparer sur les populations qui avaient résisté jusqu'alors à la colonisation, et a continué à convertir l'islam. Elle s'est amorcée le processus menant à l'indépendance, par ailleurs, le colonisateur a encouragé les musulmans à créer le clivage préexistants entre l'arabe, protecteur du Nord, et le non-islamique, du Sud.

des chefs, maintenus dans un état de sous-sécularité qui le privait de cadres modernes et liés à ses intérêts, et la région oïrière où l'influence de l'Occident était prédominante et où les missions chrétiennes avaient formé une élite convertie au christianisme et adhérent à la majorité aux nouveaux courants d'inspiration.

Dans ce dessein, l'administration britannique a favorisé une mobilisation du Nord autour de la guerre d'Espagne. On a encouragé les écrivains et les journalistes britanniques de gauche à développer l'étude du fascisme et du capitalisme. On a financé la création d'un organe de propagande de guerre britannique, a rallié les intellectuels de gauche, et a encouragé par leurs pairs millionnaires au mythe du « Saint Nord à Grand combat la domination des cadres militaires et des hommes d'affaires, lettrés, paysans redoutant un blocus de l'ouest à la mer de crainte de la concurrence des « indultes », se sont ralliés à la cause britannique. On a encouragé la participation d'un parti régional N.F.C. dont le

Le pouvoir des émirs

[illegible][illegible]

elle réinterprète le *shihad* du sikhisme desur une base de révolte. Telle est la tendance d'une grande partie des cadres du P.R.P.F. Une telle attitude a convaincu le régime d'octroyer, à l'été 1983, une amnistie, un retour au régime des émirs ou, tout au moins, une implication dans une activité économique. La vie du pays en raison d'une légitimité issue du *shihad*, ainsi maintenu dans sa fonction hiérarchique de support de l'ordre établi.

Courants islamiques contemporains

Depuis quelques années, des courants intégristes modernes ou traditionnels se rattachant aux grandes tendances islamistes contemporaines tentent de reprendre à leur compte le langage de l'islam politique abandonné par les aristocrates et les politiciens. Ces mouvements mini-

Cette inscription a soulevé une grande émotion, en révélant la survivance de tendances que l'on croyait éteintes, et qui ont fait la fragilité du régime. En outre, elle donnait forme à la révolte des laïcs-pour-compte d'un régime qui avait fait de la religion un pilier et constituait la réplique en milieu musulman des actes de criminalité et des lymphatismes qui avaient été le socle de l'affaire arabe, également des prolongements politiques internes et externes. Pour ces raisons, les journaux ont été obligés de publier des éditoriaux (port de monnaie, usage d'automobiles, etc.), classés comme tels par le Tribunal révolutionnaire, et de condamner, punissable d'une « guerre saïte ».

En juillet 1981, une nouvelle émeute aboutissant à la destruction de plusieurs bâtiments administratifs, a entraîné la démission de nombreux membres du gouvernement de Mané. Ce mouvement aurait été motivé par l'insatisfaction des populations vis-à-vis du gouvernement de l'État, ayant tant le chef traditionnel à justifier divers aspects de son pouvoir, qu'un certain nombre de ses sujets, dont sa destruction. Tel était, du

Une manifestation extrême de ce courant a été l'insurrection conduite, en décembre 1960, par le colonel Bokassa, qui a fait de la grande métropole septentrionale de Kano, sous l'étendard de la guerre sainte. Ce groupe, qui recrutait ses adhérents dans le pays, a été informé qu'il était l'un des plus grands vivants de l'efflux d'immigrants sans les ressources, vivant au jour le jour, les habitants des régions qui n'ont rencontré aucune ressource. Les manifestants ne sont groupés dans la mosquée de Kano, proche du palais de l'émir et se sont réunis dans la ville, en attendant « nous voulons l'émir, nous ne voulons pas du gouverneur ». Selon le secrétaire du gouvernement de Kano, il s'agit d'une « guerre sainte traditionnelle ».

Ce propos a été largement repris par la presse. En réalité, cette émeute ponctuelle diffère profondément des précédentes manifestations islamistes. Les policiers relèvent plusieurs particularismes. Il y avait eu au moins un allié dans un personnel qui relève davantage de la guerre des clans qu'il ravage l'Etat de Kano. Mais il est important de constater que l'insurrection de l'insigne est toujours née d'un affrontement violent.

L'intégration nationale

[illegible][illegible]

GUY NICOLAS.

(4) G. Nicolas : « Nigéria. Les métamorphoses contemporaines de l'Islam », *le Monde diplomatique*, novembre 1980 ; « Les transformations de l'Islam en Afrique Noire », *le Monde diplomatique*, mai 1981 ; « Dynamique de l'Islam au sud du Sahara », *ibid.* 1981

(5) A. Cohen : *Custom and politics urban Africa*, Univ of California Press, 1968, J.-A. Padeu : *Religion and political culture in Kono*, Univ of California Press.

(8) A. O. Ojigbo : 300 days to sternity. The administration of general Murtala Ramat Muhammed. Cap A. Okon Ojigbo. 1979.



**33 AGENCES AU NIGÉRIA
AFFILIÉES AU GROUPE B.I.A.O.**

Outre un réseau de correspondants dans tous les principaux pays, elle met à la disposition de sa clientèle les services des banques du groupe, notamment :

Au Brésil : BANCO DO BRASIL
Av. Augusto-Severo, 84 - RIO-DE-JANEIRO
Tél. : 252-04-29

L.B.W.A. LTD, 94 Broad Street. ~ P.M. Bag 12021 LAGOS
Tel. 66-41-35 - 66-23-07 - 66-36-08
Télex : 21345 - 22382 - 22383 LBWANG - Cible : BANCAF

par CLAUDE

aussi beaux et les imaginations se déchaineront pour trouver des origines non africaines à ces œuvres d'art provenant d'une cité jusque-là surtout réputée pour d'épouvantables sacrifices humains : égyptienne, grecque ou encore portugaise. On alla même jusqu'à supposer qu'un artiste blanc de génie avait dû s'égarer dans ce coin longtemps impénétrable d'Afrique et susciter ces chefs-d'œuvre.

Mais peu avant la seconde guerre mondiale, on découvrait à Ifé, une autre cité yoruba, une série de têtes en bronze magnifiques, et des explications moins colonialistes commencent à prévaloir : il s'agissait bien d'un art authentiquement africain, car c'est aussi à Ifé avant tout qu'étaient transmis au Bénin, sans doute au XIII^e siècle, selon la tradition bien rapportée par l'historien nigérian Owankwe Dike. Au demeurant, la technique de fonte à la cire perdue utilisée pour ces bronzes était connue dans les différents foyers de civilisation d'Afrique de l'ouest bien avant l'arrivée de l'Europe, notamment pour le poids à peser l'or du Ghana et de la Côte-d'Ivoire.

Les figurines de terre cuite découvertes dans les mines d'étain près de Nok, un village du plateau de Jos, sont beaucoup plus anciennes. Elles datent d'une période correspondant grosso modo au premier millénaire avant notre ère, mais n'ont été découvertes qu'en 1968.

Les têtes en terre cuite de Nok sont grandeur nature, comme celles en bronze d'Ifé, mais d'un style plus heurté, tandis que le corps des statues est stylisé de manière analogue : selon l'historien britannique William Fagg, on peut considérer Nok et Ifé comme deux branches collatérales issues d'une civilisation plus ancienne.

remuante

enculotté: » (trousered blacks).
En fait, des personnages
comme Herbert Macanlay,
leader incontesté des Noirs à
Lagos, entre les deux guerres
mondiales, et Nnamdi Azikiwe,
auteur de *Renaissant Africa*,
publié en 1937, et fondateur

du premier grand quatuor-
african. *The West African*
Pilot, jouent un rôle conside-
rable dans l'éveil du nationa-
lisme africain. De son côté, le
révérend Samuel Johnson ouvre,
en 1921, une voie nouvelle en
utilisant avec autorité, pour son
histoire des Yoruba, la tradition

Mais ce n'est qu'après la seconde guerre mondiale, et surtout aux approches de l'indépendance, en 1960 (et avec un léger retard sur la floraison de la littérature africaine de langue française inspirée du mouvement de la « négritude »), que s'affirment, au Nigeria, une pléiade d'écrivains et de cher-

On ne compte plus les ouvrages d'histoire — dont le remarquable ouvrage de Dike, *Trade and poli-*

tics in the Niger delta, — les autobiographies d'hommes politiques, entre autres celles d'Obafemi Awolowo et de Sir Ahmadu Bello, les œuvres des juristes comme celles de l'ancien ministre T.O. Elias, les essais sur la politique étrangère de l'ancien ministre Okoi Arikpo, ou sur la politique intérieure, ainsi le tout récent *For the liberation of Nigeria*, de Yusufu Bale Uman, etc.

Les auteurs de fiction – romanciers, poètes, dramaturges – sont, quant à eux, quasiment légion. Le thème – souvent traité sous l'angle de l'effacement entre la culture ancestrale et la civilisation occidentale s'est imposé à nombre d'entre eux. Mais, à la différence des écrivains francophones de la génération précédente, certains, comme quelques peu l'Africain « des *Blanches* » (Fézan noir, de Camara Laye, en est un bon exemple), les auteurs nigériens la dépeignent sans complaisance aucune. C'est le cas de l'auteur de *Le visage blanc* à l'irruption duquel apparaît dans *Things fall apart*, son introitance qui est au cœur du drame écrit par Gabriel Okeke dans *The Voice*, ses quelques autres thèmes de *The Great Fountains*, d'Uchendu Amadi.

L'un des tout derniers romans de Soyinka, *Deat and the king's horseman*, se présente comme un réquisitoire contre le poids accablant de la coutume : un brillant étudiant se suicide pour racheter l'honneur de son père, gardien des chevaux du roi, qui s'est dérobé à la mise à mort rituelle que prescrit la tradition lors des funérailles du souverain, qu'il aurait dû accompagner en fidèle serviteur au pays des

Et la fantaisie souvent hilari-
rante d'Amos Tutuola — l'auteur
de l'inoubliable *l'orgue au pin de
palme* que traduit Raymond
Queneau, — dans ses contes
tirés du folklore yoruba, est tou-
jours assortie de scènes plus ou
moins cauchemardesques et son
univers peuplé de personnages
plus ou moins monstrueux
comme dans *Simbi and the
satyr of the dark jungle*.

Des auteurs engagés

Le ton des auteurs nigériens n'est pas moins désabusé lorsqu'ils évoquent la société contemporaine. Mais là, ils se retrouvent à l'unisson de l'intelligence africaine : ils dénoncent le développement d'une décadence marquée, qui dénonce les plaies de l'Afrique indépendante, du Centrafrique à l'Ouganda en passant par la Guinée-Equatoriale (pour ne citer que des régimes défunts). A l'instar — entre autres — du Guinéen Camara Laye dans *Dromadaire*, du Ghanaïen Agyei dans *Le pays de l'été*, du Sénégalais Samba Diallo dans *Les beaux-fils qui ne sont pas beaux* ou du Congolais Sony Labou Tansi dans *La Vie et demié*, les romanciers nigériens ont souvent choisi pour thème la corruption, le cynisme et l'incompétence des

souffrentement qui se sont succédés dans l'histoire tourmentée de leur pays. Les vingt dernières années. Ainsi qu'on le voit dans Javva Nana (une prostituée amant infidèle par les tours à gage d'un politicien influent), T. M. Aluko dans *Chief*, le honorable minister (un dirigeant résigné face aux élections) et dans *The blackboard* (un coup d'état militaire). Chinua Achebe dans *A Man of the House* (un ministre de la culture semi-illettre dont le temps est dévoré par ses conquêtes féminines), Wole Soyinka dans *The Interpreters* (des intellectuels du cynisme des hommes au pouvoir), Ngũgĩ dans *Njiru*, Ngũgĩ dans *My Mercedes Is bigger than yours* (la voiture de luxe symbole de la réussite dans une société corrompue jusqu'à

Dans ce chapitre, la littérature nigérienne est représentée par un engagement – après avoir santé sur presque l'étape de l'anti-colonialisme des romanciers français comme Mongo Beti, Ousmane ou Ferdinand Oyono. Ce roman ne peut pas seulement traduire dans les écrits des écrivains nigériens. Hele Soyinka a payé de plusieurs années de prison son opposition à la tyrannie britannique (déjà en tant que héros dans le récit poignant *The man dies*) et lui consacrait pourtant moins de temps que Yoruba, que les Ibo ou les Igbo d'Igboland et Chinnua. Le poète Achille Mbembe et l'auteur du roman *Le grand silence*, le poète chrétien, qui le poète Christophe Okigbo, Ibo lui aussi, tombé dans sa race Baka.

AVEC

Poclain

 Potain

PPM



NMI

THE NIGERIAN MOTORS INDUSTRIES LTD.

Apapa (Lagos)
26, Wharf Road
PMB 1032 – Apapa
Tel. 871121 – 876629

Kano
55A, Tafawa Balewa
Road.
Tel. 4826

Port Harcourt
21/27, Transmed Layout
Tel. 21980

Maiduguri
2, Kyari Zaman Road
Tel. 32

Enugu
24, Okpara Avenue
Tel. 252830

NMI - SPECIALISTES EN MATERIEL INDUSTRIEL,
UNE EQUIPE QUI VOUS ASSURE D'UN
SUPPORT PRODUIT AVANT - VENTE
ET APRES - VENTE DE HAUTE QUALITE
SUR L'ENSEMBLE DU NIGERIA

هكذا عن الأصل

du Nigeria

au « roi Fela »

WAUTHIER

La guerre du Biafra elle-même a suscité une quantité d'ouvrages, dont *Chère au vent*, de Chinua Achebe, *Forty days from the general* et *Tombs of war*, d'Edith Iru, *Survive the peace*, de Cyprian Ekwensi, et *Sunset in Biafra*, d'Elechi Amadi (sans parler des poèmes du général de brigade Mazonian Jira Vasta, *Voices from the trench*). Mais que les combats, ce sont les souffrances et la famine dans le camp biafrais qu'évoquent ces nouvelles ou ces romans, et plus particulièrement le rôle, ou le sort des femmes, héroïnes des premiers jours, que la pénurie, que la disette font tomber dans la prostitution.

La condition de la femme est l'un des thèmes importants dans la littérature du Nigeria. Il est au centre de l'œuvre de deux romanciers, Flora Nwapa et Buchi Emecheta. Dans *From Nwapa*, dépeint le destin d'une femme désespérée par sa séduction qui retrouve une place dans la société en devenant la

protesse de la divinité du fleuve, et dans celui d'une épouse qui se croit enfin comblée par une maternité longtemps espérée, mais finit par se suicider après la mort de son mari. Les cinq romans de Buchi Emecheta abordent tout à tour aussi bien les problèmes de la « femme-objet » vendue comme une marchandise par sa famille dans la société traditionnelle, que ceux de la femme instruite luttant contre les préjugés et machistes à l'ère contemporaine.

La femme est encore le personnage-clé de l'éminente littérature populaire en anglais qui s'est développée dans la région d'Ouidah, en pays ibo : il s'agit d'ouvrages plutôt naïves, de l'épaisseur d'un pamphlet (d'où leur nom de pamphlet-littérature), imprimés artisanalement, qui constituent un sujet privilégié d'étude pour les sociologues de la littérature. Elles donnent pour la plupart, en effet, une image de la femme peu flatteuse : cupide et facile, dont doivent se méfier les bons jeunes gens.

donnent qu'une image incomplète de la richesse et de la vigueur de la littérature haoussa, dont l'étude à l'étranger reste confinée à un cercle restreint d'universitaires anglo-saxons.

Le roi de l'afro-beat, Fela Anikulapo Kuti, est à l'Afrique ce que Bob Marley était aux Caraïbes. Comme le chanteur jamaïcain, Fela trouve son inspiration dans la marijuana. A l'instar du roi du « reggae », qui était le porte-parole de la secte « police-religieuse » des « rastafarians », Fela veut délivrer un message. Il n'hésite devant aucune provocation pour le faire passer : il avait baptisé « République de Kalakuta » la sorte de phalériste entouré de barbelés dans lequel il avait installé à Lagos ses épouses, ses musiciens, et ses serveurs, que la police prit d'assaut en 1977.

En 1978, il s'est présenté à l'élection présidentielle à la tête du *Movement of the People*, qu'il a fondé, et il continue à chanter les louanges d'Amin Dada tout en maudissant la CIA, et en récusant le marxisme-léninisme. Sa musique : il improvise au saxo ou au piano électrique en mêlant le rythme lent et répétitif du chant yoruba et les cadences du calypso afro-américain. Sa vie privée : une course échevelée où les processus sexuels, la charité — il aime distribuer son argent aux mendicants et aux prostituées — et la marijuana tiennent la première place. Mais aussi le culte de sa mère, une église militaire syndicaliste, morte, dit-il, à la suite de l'attaque de l'armée contre la « république de Kalakuta ».

Tel est le « roi Fela » — ainsi qu'il s'est décrit et raconté lui-même dans une longue interview recueillie par un Noir des Caraïbes, le journaliste Carlos Moore, pour *Journales*, en mars. Un personnage sans doute, sans doute, il manquait au Nigeria la note d'humour féroce qui pimente une effervescence culturelle et politique à la mesure du plus grand pays d'Afrique noire.

La littérature haoussa

La littérature haoussa a survécu, quand à elle, dans le nord musulman. La transcription de cette langue en caractères latins lui a donné une audience nouvelle, à côté de sa transcription en caractères arabes, qui, comme celle du *folat* (penné), date d'avant la colonisation. Entre autres classiques de cette littérature écrite en caractères latins, un recueil de contes, *Littérature haoussa* (transcrit par un des lieutenants de Lord Lugard, le major Frank Edgar), et la chronique de la conquête fulani, au début du dix-neuvième siècle, par le fils même du chef des conquérants, Ousmane Dan Fodio (tout récemment publiée par une équipe de l'université de Bolton).

Les auteurs contemporains perpétuent la tradition poétique, comme Maki Wali, avec son *Wakar Dindin* (*le Chant de la pluie*), une ode à la joie et à la fécondité, qui renouvellent la

veine satirique des griots, comme les *Essais* dans *Wakar Dindin* (*le Chant de la hémisphère*), une charge contre la bureaucratie. Parmi les écrivains haoussa qui se sont essayés au roman, l'un des premiers ministres fédéraux, Sir Abubakar Tafawa Balewa, assassiné en 1968, a laissé un récit d'aventure qui se veut éducatif, *Shahin Umar*, l'histoire d'un jeune garçon enlevé lors de l'une des dernières razzias esclavagistes musulmanes, à l'époque de Babab. *Shahin Umar* est une des rares œuvres littéraires contemporaines en haoussa, qui ait été traduite en anglais.

A noter enfin que, avec l'accession du président Shagari à la magistrature suprême, le Nigeria compte lui aussi un « président-poète ». Le chef de l'Etat versifie en haoussa et a écrit un ouvrage sur Ousmane Dan Fodio, également en haoussa. Ces quelques indications ne

ALRAINE

(NIGERIA) LIMITED

Agences-représentations : PORT-HARCOURT, SAPELE, KOKO, WARRI, BRASS, CALABAR, KADUNA, KANO

ACTIVITÉS :

SHIPPING
DÉDOUANEMENT
TRANSPORT
FRET AÉRIEN (KANO)
TRAFIC DE CONTENEURS
MAGASINAGE
CHALANAGE
DÉGROUPAGE DE CONTENEURS

Implantés depuis un quart de siècle dans le pays, nous en avons acquis une expérience certaine et avons mis en place des structures matérielles et humaines importantes. Cela nous permet de faire face à toutes activités rattachées à l'échouement et la mise en place de projets industriels, d'implantations nouvelles, d'approvisionnement régulier d'industries locales.

Affiliés à un groupe établi dans le monde entier, notre souplesse est notre force. Pour nous contacter aisément :

SIÈGE SOCIAL : 26, Creek Road, Apapa, P.O. Box 2206, Lagos. Téléphone : 80-3470/4, Télex : 21244. Télégrammes : Freight Lagos.

PARIS : S.C.A.C., 30, quai National, 92806 Puteaux. Télex : S.C.A.C.-620591-F. Téléphone : (1) 776-41-000, M. H. Nicolas.

LONDRES : Télex : 888-983 - Intmod-G. Téléphone : 01-235-4638.

Mr. T. Robson/Mr. K. Jacobsen.



COPENHAGUE : Télex : 15287 - SCANAFRIC.

Téléphone : 01-14-1187, M. R. Martinsen.

Spécialiste en transports maritimes et terrestres de tous grands complexes industriels

SAGA TRANSPORT

Partout à votre service

- Services portuaires : manutention, consignation, stockage...
- Transit et groupages maritimes et aériens
- Commission de transport industriel et spécialisée
- Transports et groupages routiers ou ferroviaires
- Services aux vrac agricoles
- Centrale d'achats industriels.

Notre métier c'est le transport international de porte à porte. Avec 148 implantations (dont 38 en EUROPE et 52 en AFRIQUE), 3000 engins et 8000 collaborateurs, c'est normal que nous proposons un service complet.

Au Nigeria : UMARCO (NIGERIA) LTD

Siège social :
42-44 Warehouse Road
P.O. Box 94 Apapa
Tel : 874646, 874207,
874198
Tél : 21228, Maito Lagos

Agences :
Port Harcourt
11, Industry Road,
P.O. Box 263
Tél : 223316 and 225828

Warri :
Decree Road, P.O. Box 201
Tel : 23 22 08
Superior
P.O. Box 45
Tel : 190

Calabar :
P.O. Box 848
Midiapuri
P.O. Box 138
Tel : 23

SPIE

BATIGNOLES NIGERIA LIMITED

SPIBAT

88 AWOLOWO ROAD - IKOYI - LAGOS
TÉL : 684-769 - 683-810

UNE DES PLUS IMPORTANTES SOCIÉTÉS
DE GÉNIE CIVIL
ET D'ENGINEERING AU NIGÉRIA



- Entreprises générales et architecture industrielle.
- Barrages.
- Travaux maritimes et ouvrages d'art.
- Chemin de fer.
- Installations électriques industrielles.
- Routes - Voies ferrées.
- Bâtiments.
- Pipe-lines.



La fédération

Paris et

L'économie se met à l'heure de l'austérité

L'ECONOMIE nigérienne, en cette année 1981, est malade du pétrole. La brusque chute de production du brut due à la saturation du marché mondial, incite le gouvernement fédéral à un plus grand réalisme et pourrait l'obliger à quelques révisions déclinées. Pour les autorités de Lagos, les sources d'humour du marché sont un coup de semonce qui leur rappelle le caractère vulnérable — et par conséquent — d'une croissance jusqu'ici remarquable — autour de 9 % — mais fondée sur le levain de la seule puissance pétrolière. La progression démographique (2,5 %), la gigantesque de certains projets d'infrastructure, l'immensité des besoins sociaux, le morose financier de la plupart des Etats et l'échec épique sort de telles contraintes que le Nigeria a besoin de tout l'argent du pétrole. Avec au moins quatre-vingt-cinq millions d'habitants, le Nigeria n'est ni le Liban ni le Koweït. Le moindre parti de recette risque d'altérer son équilibre budgétaire.

La Nigeria dispose d'un confortabilisme coussin de devises : environ 8,5 milliards de dollars. En 1980, et pour la première fois depuis quatre ans, la balance des paiements indiquait un excédent positif de 4 milliards de dollars. Toutefois, le déficit enregistré cette année, s'il se prolonge encore plusieurs mois, entraînera une érosion lente mais régulière des réserves. Selon les conseillers économiques du président Shagari, le pays ne subira, fin 1981, qu'une faible diminution des liquidités. La Nigeria est en mesure de surmonter momentanément ce handicap. En effet, sa dette publique est déclinée (7 milliards de dollars). Il peut le financer sans la moindre difficulté. Les autorités prévoient d'ailleurs de recourir à l'emprunt, extérieur pour l'essentiel.

Cette année, les dégâts seront limités, car les prévisions du budget 1981 étaient établies avec beaucoup de prudence. 30 % des dépenses, selon-on, n'ont pas été effectuées. Mais, pour éviter de provoquer la chute de la production, les autorités ont dû réviser certaines dépenses. L'éducation et la santé ont été les secteurs les plus touchés. L'avenir s'annonce aussi rude pour les Etats fédérés. La plupart affrontant des difficultés financières chroniques. Pour certains, le déficit atteint un tiers de leur budget. La redistribution des revenus pétroliers, maintenant plus favorable aux Etats, ne suffit pas, en cette période de récession de la production, à les sortir d'affaire. Plusieurs Etats

ont déjà décidé des coupes drastiques dans leurs dépenses. Le gouvernement fédéral a arrêté en septembre une série de mesures d'austérité susceptibles d'économiser 1,5 milliard de dollars avant la fin de l'année : réduction du financement de certains projets peu avancés, notamment sur le chantier de la haute capitale — qui de toutes les emplois vacants dans l'administration ; réduction du nombre de lignes téléphoniques directes à la disposition des fonctionnaires ; suspension des voyages d'affaires pour les hauts fonctionnaires sous exception approuvée par le président lui-même. Il est possible, à terme, que les autorités rétablissent certaines restrictions à l'importation étrangères et celles décrétées par les militaires en 1978 puis abolies par le régime civil.

L'échec agricole

Les raisons politiques et de prestige. Economiquement parlant, l'agriculture n'est pas viable. Son coût sera exorbitant. L'écrit n'oublie qu'en plus du minerai extrait localement de la mine d'Ilkpa. Le reste sera importé. L'usine laminère de l'acier achetée à l'étranger. Les deux premiers laminiers fonctionneront en 1982, à condition que de nouveaux retardes n'interviennent pas d'ici là.

« Priorité des priorités » du plan — qui lui alloue 13 % des crédits globaux — l'agriculture demeure la plus grave dette du Nigeria. Les raisons de ce désastre sont multiples. L'apathie consécutive au « boom » pétrolier a provoqué une urbanisation accélérée, l'abandon de nombreuses exploitations et la chute de la production. En vingt ans, la population rurale a décliné de 7 % à 25 %. La « répression » des circuits de distribution a perturbé les mécanismes tradi-

tionnels d'autofinancement des récoltes et d'encadrement du crédit rural. Une politique des prix peu stimulante a découragé les paysans. Dans le même temps, l'essor rapide des besoins intérieurs et la transformation des habitudes alimentaires ont aggravé le déficit vivrier.

Nigeria premier producteur mondial d'arachides, deuxième de cacao et « numéro un » du caoutchouc en Afrique, le Nigeria n'exporte plus qu'un peu de cacao et encore moins d'oléagineux. En revanche, la facture des importations alimentaires n'a cessé de s'alourdir. Elle a décollé en dix ans et dépasse aujourd'hui 2 milliards de dollars. La Nigeria importe du blé américain, du riz d'Extrême-Orient, de la viande des Etats-Unis, du Brésil et d'Argentine, du maïs et même des arachides. Malgré cela, le millet, le sorgho et le yam constituent la nourriture de base. Le Nigeria importe aussi beaucoup de sucre de France pour l'essentiel.

L'horizon 1985

Pour combattre l'inflation, le gouvernement a mis sous licence l'importation des produits de base. Une société para-étatique détient le monopole d'importation du riz. Il n'empêche que le prix du sac de riz a doublé en quelques mois. La hausse des produits alimentaires est d'ailleurs nettement supérieure au taux d'inflation officiel (20 %). Elle est largement anticipée, par exemple, l'augmentation du sel sera minimum accordé en juin. Les précédentes tentatives de relance ont échoué. Cette fois, la « révolution verte », lancée par

M. Shagari, ambitionne d'atteindre l'autosuffisance alimentaire en 1985. Cet objectif paraît toutefois irréaliste, ne serait-ce qu'en raison du décalage entre la croissance annuelle (1 %) et l'expansion démographique. Il suppose en fait une croissance de 0,5 %, chiffre improbable. La « révolution verte » reconnaît l'importance des petites fermes, qui assurent 97 % de la production. Le gouvernement a pris une série de mesures destinées à encourager les investisseurs privés. Il leur accorde des prêts bonifiés ou des avantages fiscaux.

Dans ce domaine, la France envoie une nouvelle série de coopérants qui n'interviendront pas directement dans les cycles d'enseignement mais formeront des formateurs. Une quinzaine d'« attachés linguistiques » sont affectés dans les ministères de l'éducation des Etats. Ils apportent des conseils pédagogiques et visitent les classes du secondaire. La coopération s'appuie autant que possible sur les relais locaux. Par exemple, l'Association des professeurs de français du Nigeria est présente dans tous les Etats de la fédération. Les « centres de langues étrangères », quasiment pris en charge par les autorités locales, s'adressent à des publics choisis et motivés.

Un comité audio-visuel, intégré au ministère nigérien des affaires étrangères, permet d'associer notre langue aux fonctionnaires et du même coup d'approfondir les contacts dans l'administration locale. La France paraît, aussi, des compétences scolaires inter-Etats et des camps

Aller de l'avant en pensant au public



- S'est fait le pionnier de la pêche et de la distribution du poisson surgelé au Nigeria dans le but d'éliminer la malnutrition et de fournir à la population un aliment riche en protéines à un prix compétitif.
- S'identifie aux actions de l'Etat et soutient activement ses efforts dans le cadre de la « révolution verte » en offrant son savoir-faire en rapport avec le développement agricole.
- PAR L'INTERMÉDIAIRE DE :
 - CAFAD LIMITED (Cooperation for Agricultural Finance and Development)
 - CAMPLANT (Camplang Engineering Sales and Services Limited)
 - A. J. KAY LIMITED (Division des Ressources Hydrauliques).
- POUR LA FOURNITURE DE :
 - Services agro-industriels complets
 - Services agricoles, dont désherbage, préparation des terres et fourniture d'intrants agricoles
 - Montages financiers pour les projets agro-industriels
 - Distribution et Services de Machines et Équipements pour le Terrassement et l'Agriculture
 - Conception complète de fermes avicoles intégrées
 - Mise en valeur des Ressources en Eau dont construction de Barrages, Forages et Infrastructures d'Irrigation
 - Travaux de Génie Civil dont Ingénierie de Développement
 - Approvisionnement en énergie
 - Pêche et distribution sous forme surgelée des produits frais de la mer
 - Soieries
 - Services d'ingénieurs-conseils et de gestion dans le développement rural intégré
 - Développement de plantations pour l'huile de palme, etc.

c'est pourquoi

IBRU

- Emploie plus de 10 000 Nigériens dans des activités touchant à l'Agriculture, au Commerce, à l'Industrie, à l'Éducation, à la Santé, au Logement, aux Transports, etc.
- Contribue aux Efforts d'Éducation et de Développement de la Main-d'Œuvre au Nigeria par :
 - L'attribution de bourses d'études aux salariés d'IBRU et à d'autres Nigériens méritants
 - Et fourniture au personnel d'une formation sur les lieux de travail
 - Construction et don aux collectivités d'Établissements d'Enseignement.

Pour tous renseignements supplémentaires, nous contacter à notre siège :

Lagos : 33 Creek Road, Apapa
Tél. : 875-153, 874-409, 876-126, 870-440.

Où à l'un quelconque des bureaux suivants :

Lagos : Camplang Engineering Sales & Services Limited
223/225 Apapa Road, Lagos.

Benin City : CAFAD Limited (Benin Office)
18 Chief Alonge Avenue, G.R.A. Benin City.

Enugu : Emene Motors Limited, Airport Road, P.O. Box 897, Enugu.

Kano : A. J. Kay Limited, 99 Tafawa Balewa Road, Kano.

Port Harcourt : Ibru Sea Foods Limited, Olusegun Obasanjo Road, M.B. 5085, Port Harcourt.

IBRU

FAVORISE LE COMMERCE DANS LE MONDE ENTIER ET LES ACTIVITÉS DE L'ORGANISATION CRÉENT CONTINUÉMENT DE NOUVELLES OPPORTUNITÉS COMMERCIALES A L'ÉCHELLE INTERNATIONALE.

كندا من الأصل

du Niger
Lagos

Établi
LE ENTIS
nom breux
12 000 pe
Le gr
tants sect
Asser
distribution
agrobore. m
Fabric
nique, élec
équipement
Fabric
alcoolsées
plastique.
Grand
Invest
d'articles
manufactur
Agences
Coc
Merc
Si
Établissements à
JOS, MAIDURU

La fédération

Paris et

du Nigéria

Lagos diversifient leur coopération

de vacances chez les voisins francophones. Une cinquantaine de bourses sont attribuées chaque année. L'enseignement du français doit permettre d'acquiescer, voire de pénétrer, tous les milieux professionnels et sociaux. Tout le développement d'une formule d'enseignement à domicile. Ainsi, des cours sont donnés à l'hôpital universitaire de Lagos et à l'institut nigérien de journalisme. Les échanges culturels restent modestes. Une chaire de langue yoruba sera créée à « Langues-O » ; une exposition sur les tribus de l'ancien Nigéria sera montée en France.

2) COOPERATION TECHNIQUE — Les besoins du Nigéria en cadres augmentent rapidement. Avec la création d'une nouvelle génération de « polytechniques », le Nigéria compte maintenant vingt-quatre établissements préparant à une carrière de technicien supérieur. Ceux-ci souffrent, toutefois, d'une cruelle pénurie d'enseignants compétents. La coopération technique française répond à une très vive attente. Le gouvernement de Lagos a, désormais, résolu de privilégier la formation sur place dans les instituts de technologie. Au cours des dernières années, plusieurs milliers d'étudiants ont été formés en France. Ce « coach programme » est en voie d'achèvement. Les trois cents derniers étudiants termineront leur séjour.

La France dispose au Nigéria de soixante-dix coopérateurs techniques — contre seulement cinquante l'an dernier — en majorité volontaires du service national actif (V.S.N.A.). Ils enseignent dans les branches suivantes : mécanique, électricité, architecture. La France associe de plus en plus à son action le secteur privé installé au Nigéria. Les V.S.N.A. présents dans les instituts de technologie sont invités à nouer des relations étroites avec les sociétés françaises. Cette formule de

collaboration doit profiter à tous. Les élèves connaîtront mieux le milieu professionnel auquel ils sont destinés. Ils pourront se voir offrir plus facilement des stages dans les entreprises. Celles-ci rassembleront des informations utiles à une meilleure politique de recrutement de leurs cadres nigériens. On ne peut, évidemment, ignorer les retombées purement économiques de toute coopération technique. Elle cherc, lorsque c'est possible, à favoriser les investissements et les exportations de la France.

Lancée en 1978, la coopération agricole s'intensifie. Treize ingénieurs agronomes français enseignent dans les instituts nigériens. Une douzaine de techniciens en machines agricoles effectuent chaque année un stage de courte durée au lycée du Oshogbo. Paris favorise au Nigéria une « coopération tripartite » avec la Côte-d'Ivoire, s'écrit en « vrin » des méthodes françaises d'enseignement et de recherche agronomiques. La France nourrit plusieurs projets de formation

Eviter le saupoudrage et la dispersion

3) COOPERATION SCIENTIFIQUE — Elle reste modeste, quoiqu'en développement. Les difficultés matérielles de tous ordres qui sont le lot quotidien des universités et des centres de recherche nigériens, la rendent encore plus difficile. L'action scientifique la plus ancienne, au niveau universitaire, concerne la géologie-géochimie. Deux coopérateurs travaillent dans les universités d'Ile et de Jos. Cette présence permet un contact avec l'équipe scientifique nigérienne. Dans le domaine de la physique nucléaire, une action vient de débiter à l'université d'Ile. Trois coopérateurs physiques ont été affectés à un centre pour le développement des sciences, tout juste fondé. Enfin, aux termes d'un accord de coopération conclu en 1978 entre l'INSERM et l'institut

nigérien de la recherche médicale, plusieurs stagiaires viennent travailler en France. Le Nigéria a sollicité l'aide française pour la mise en place d'une école nationale de la santé publique.

Au total, une centaine de boursiers suivent, en France, un cycle de formation ou de perfectionnement, dans les domaines scientifique et technique. La coopération française au Nigéria concentre ses actions sur un petit nombre de secteurs, évitant le saupoudrage et la dispersion. Son enveloppe budgétaire demeure pourtant dérisoire, compte tenu du poids démographique du Nigéria : tout juste 0,25 F par an et par personne. — J.-P. L.



L'Aide au Développement du Nigéria



Depuis plusieurs années, la FIRST BANK a prêté son concours au développement commercial, depuis le négoce à petite et à grande échelle jusqu'à l'acquisition et la gestion d'importantes usines par des hommes d'affaires expérimentés.

La FIRST BANK, avec de nombreuses succursales implantées dans tout le pays, offre le bénéfice de son expérience pour les transactions commerciales avec l'étranger et un service de conseils bienveillants aux hommes d'affaires.

Aider au développement du secteur commercial, encourager l'homme d'affaires et coopérer avec lui sont les tâches que nous nous sommes imposées.

Enfin, nous sommes le spécialiste du trafic bancaire.



LE SPÉCIALISTE BANCAIRE

Groupe des Sociétés A.G. LEVENTIS NIGÉRIA

Établi au Nigéria depuis 38 ans, le groupe LEVENTIS a diversifié partout dans la Fédération ses nombreuses activités qui emploient plus de 12 000 personnes.

Le groupe est actuellement engagé dans d'importants secteurs de l'économie du pays, notamment :

Assemblage de véhicules commerciaux et motos, distribution et service après-vente de voitures, matériel agricole, matériel de construction et manutention ;

Fabrication et distribution de matériel électronique, électro-ménager, matériel de bureau et autres équipements techniques ;

Fabrication et mise en bouteilles de boissons non alcoolisées ; de CO₂, de capsules et de caisses en plastique.

Grands magasins ; hôtel Mainland à Lagos ;

Investissements en : boulangerie et fabrication d'articles en verre ; brasserie ; agriculture ; manufacture de tapis et maisons préfabriquées.

Agences pour :

Coca-Cola, Case/David Brown, Honda, Kelvinator, Mercedes-Benz, Olivetti, Renault, Saint-Michel, Sanyo.

Siège social : IDDO HOUSE, P.O. Box 159, LAGOS.

Établissements à : LAGOS, IBADAN, KANO, KADUNA, BENIN, PORT-HARCOURT, JOS, MAIDURURI, ABA, ONITSHA, ENUGU, ILE-IKE, WARRI, ZARIA, CALABAR.

public

IBRU



FAITES D'ABORD APPEL A NOUS.

Les hommes d'affaires au Nigéria et dans le monde entier nous font confiance. UNION BANK est l'une des plus grandes banques au Nigéria et, de fait, s'élève au niveau des 500 plus importantes banques du monde. Avec plus de 130 succursales à travers la Fédération, un actif de plus de 2 milliards de nairas, une tradition bancaire au Nigéria qui remonte à soixante ans, nous sommes idéalement placés pour vous prêter assistance.

UNION BANK offre une gamme de services bancaires modernes - petit et grand commerce, compte particulier et corporatif, national et international. Nous pouvons ajouter à nos propres capacités, déjà démontrées, nos relations bancaires avec des correspondants de première catégorie qui donnent accès à des ressources globales.

Par conséquent, si vous négociez au Nigéria, ou si vous envisagez de le faire, FAITES D'ABORD APPEL A NOUS.



UNION BANK
Union Bank of Nigeria Limited

40 Marina, Lagos
Telex: 21222
Telephone: 661006

Principal correspondant :
Barclays Bank International Ltd.,
54 Lombard Street, London EC3P 3AH.
Telephone: 01-283 8989. Telex 887591.

We set the pace...

La fédération du Nigéria

Le gaz : un trésor pour demain

Le gaz naturel qui sommeille dans le sous-sol du Nigéria, quel superbe trésor ! Les réserves probables, selon les experts, avoisinent 6 000 milliards de m³. Les réserves prouvées, à elles seules, représentent 1/10 de l'inventaire mondial. Elles garantissent d'ores et déjà au Nigéria soixante ans d'exploitation. Aucun doute : à partir des années 80, le gaz, gisement pas à peu le rôle de pétrole, deviendra la grande richesse du pays, sa principale source de devises, le gage d'une croissance prolongée.

L'histoire du gaz nigérien remonte aux années 50. Au gré de leurs exploitations, les compagnies découvrirent, en même temps que le pétrole, les nappes de gaz qui, souvent, l'accompagnent. Ce précieux capital s'avait qu'une valeur potentielle. Étant donnée la quasi-absence du marché intérieur, le gaz nigérien exporté — et exige encore d'être exporté, donc liquidé. Transformation, distribution et transport semblaient d'un coût si effrayant, en cette époque d'énervement à son marché, que nul n'osa entreprendre l'exploitation du gaz. Qui prévoyait alors la crise de 1973 et l'escalade du prix du brut ? Depuis, la liquidation est devenue une entreprise rentable, quoique toujours très coûteuse.

Encore fallait-il souler le pas. En ces temps d'incertitude pétrolière, qui l'incitait à la prudence, le Nigéria a prolongé ses hésitations, comme effrayé devant l'ampleur et le coût de son projet gazier. Ce projet, on l'appelle à Lagos Bonny L.N.G. Bonny comme l'île du même nom, où il sera implanté, au sud de Port-Harcourt, dans l'État de Rivers. L.N.G., comme *Liquidified Natural Gas*. En français : gaz naturel liquéfié. Avec ses six lignes de liquéfaction parallèles, le complexe de Bonny sera le plus grand unité du genre dans le monde. Il produira 16 milliards de mètres cubes par an. Son coût avoisine 14 milliards de dollars, dont 8 pour la seule usine.

Cet énorme investissement équivaut aux trois quarts des revenus pétroliers annuels. La compagnie pétrolière nationale (N.N.P.C.), qui détient 80 % du capital de Bonny L.N.G., supportera l'essentiel de l'effort financier, en sollicitant les banques commerciales. Les autres actionnaires de la société devront apporter eux-mêmes leurs moyens de financement, à hauteur de leur participation au capital : Shell (10 %), B.P. (10 %), Agip (7,5 %), Elf (5 %). La firme américaine Phillips, qui détient 7,5 % des parts, a annoncé soudainement, le 26 septembre, et sans donner de raison officielle, qu'elle se retirait du projet.

Qui achètera le gaz nigérien ? Aux termes d'un contrat signé le 30 septembre 1980, le gouvernement de Lagos livrera 8 milliards de mètres cubes de gaz par an pendant vingt ans à un consortium européen comprenant les compagnies suivantes : Gaz de France, S.N.A.M. (Italie), Ruhrgas, Bechtel, Thyssen (Allemagne fédérale), Distrigaz (Belgique), Gasunie (Pays-Bas) et Enagas (Espagne). Ce contrat assure au gaz nigérien des débouchés stables et réguliers, à l'abri des fluctuations du marché. Ainsi, le Nigéria ne souffrira pas d'une mauvaise analogie à celle qui affecte en ce moment sa production pétrolière. Le prix du gaz sera indexé à la fois sur les tarifs du pétrole brut et sur l'évolution des prix industriels et des salaires en Allemagne et en France (le Monde du 21 octobre 1980).

L'usine de Bonny, du fait qu'elle produira uniquement du gaz liquéfié, n'alisera pas le marché domestique. Pour l'instant, les principaux consommateurs nigériens de gaz naturel — non liquéfié — sont la compagnie nationale d'électricité, les centrales thermiques d'Adam et d'Ughali et la raffinerie de Port-Harcourt. Mais plusieurs parades seront contraintes dans les prochaines années, au vu d'approvisionner quelques gros utilisateurs : la centrale de Sapele, l'immense aciérie d'Alajoro et la centrale thermique de Lagos. Le second sera long de 200 kilomètres et le dernier « chemin » 300 kilomètres.

En attendant la réalisation de ces divers projets et la mise en service du complexe de Bonny, le gaz flambé dans ses foyers ne sera rapporté que le moindre dollar. Chaque jour, le Nigéria perd le volume de gaz équivalant cinq fois ses besoins. L'Etat est épuisé. Les réserves d'hydrocarbures d'origine pétrolière dans l'Etat de Bendi, le gaz brûlé dans cette seule zone d'exploitation offshore, en une heure à satisfaire les besoins quotidiens de la Grande-Bretagne. — J.C.F.

Une aventure pleine d'embûches

Si le gouvernement fédéral donne le feu vert définitif, la construction de « gros œuvre » débutera au milieu de 1983. Les premiers mètres cubes de gaz liquéfié seront produits au début de 1987. L'usine tournera à plein régime à la fin 88. « Leader technique », depuis le début du projet, la firme américaine Phillips avait choisi le site et accompli les premiers travaux d'aménagement. Elle devait fournir le personnel et le matériel des chaînes de fabrication. L'un des secteurs européens devait logiquement prendre sa place. Pour la construction proprement dite, le Nigéria a présélectionné trois consortiums dont l'un est conduit par des sociétés américaines, Putnam-Kellogg et Lummus. Le troisième est dirigé par une firme italienne, Sest-Progetti.

Le Japonais et Ouse-Allemende sont présents dans ces consortiums, ainsi que la compagnie française Technip. La concurrence est acharnée. La construction de Bonny L.N.G. est une aventure pleine d'embûches. Assemblée à l'étranger, le cœur de l'usine sera installé dans un site éloigné de toute voie de communication. Dix mille techniciens et ouvriers — dont 20 % d'expatriés — travailleront sur ce vaste chantier si y vivront en autarcie. « Le Nigéria et la construction de gaz exigent une maintenance très sophistiquée », nous dit M. Robert Pinken, directeur de la Bonny L.N.G. Il faudra recueillir le gaz en de nombreux points de forage. « Shell fournira 80 % du gaz, Agip, 30 % et Elf 10 %. Une société de transport appartenant à la N.N.P.C.



Vous gagnez 50 ans d'expérience du marché et de l'industrie au Nigéria en vous adressant à A.C.C.

Nulle autre entreprise ne peut vous offrir une telle expérience du marché nigérien. Une affaire bien établie, en mouvement, indépendante. A.C.C. est une entreprise indépendante, riche de 50 années d'associations avec le Nigéria et ses entrepreneurs. Son actuelle gestion suit rigoureusement une politique commerciale d'expansion et de diversification. A.C.C. a, avec succès, lancé plusieurs produits de fabrication étrangère importante. Quelques-uns sont maintenant devenus des grandes marques au Nigéria : THERMOS FLASKS, QUAKER OATS, STANDARD BRANDS, CHUPA CHUPS, WHISTLING FORK, MEDICAL PRODUCTS et sa propre marque KITTA CUBES.

De plus, A.C.C. a récemment diversifié la fabrication de matériaux de construction avec U.B.M. et de couverture de sols avec MARLEY. Mais la force de A.C.C. réside dans son activité d'expansion industrielle au Nigéria lui-même. L'usine A.C.C. a lancé des machines importantes comme : TREBOR dans la confection, PENGU, sa propre marque de machines à coudre, le mûcher CHUBBY et KORO-RIOCCO, les contenants en plastique et le dentifrice SNOW-HITE.

Adressez-vous d'abord à A.C.C. A.C.C. sait combiner adroitement l'expérience et l'esprit d'entreprise pour vous aider à lancer votre produit sur un marché en pleine expansion et à profiter de ses multiples opportunités.

A.C.Christlieb
(Nigeria) Limited

Plus de 50 ans d'expérience de marché et de l'industrie au Nigéria.

35, Creek Road, Agbara
Tel: 803100, 803101, 803102
Telex: 11117 (2011 UK only)
108 344 Lagos

A.C.C. : l'organisation qui ne cesse de grandir...

1550 من الأصل

RENCONTRE FRATERNELLE
le dim. 18 octobre 81, à 14 h.
au Palais des Congrès (Porte Maillot)
PARIS

Le gouvernement laisse toujours planer la menace de procédures

sement sont « tout à fait inconciliables » et qu'aucune convergence n'est possible. Il ajoute :

député U.D.F. ajoute : « Nous ne voyons toujours pas quelle politique industrielle la nationalisation participations qu'elles detiennent dans des sociétés dont l'activité ne s'exerce pas dans le secteur

au secteur public ou qui sont destinées à y entrer conservent les actions qu'ils détiennent dans les

jeu ? Dans ces conditions, aucun débat n'est plus possible ! a. M. Charvat répond que le gou-

« soutenant la candidature de M. Giscard d'Estaing lors de la

(non inscrit) du Lot-et-Garonne
lui, s'est déclaré contre l'abo-
nition.

«... que le gouvernement n'est pas vraiment disposé à « mener une lutte résolue contre le capitalisme. Il affirme les changements actuels ne dépassent pas le niveau de « réformes bourgeoises démocratiques ». C'est s'interroger et se désoler. »

«... n'est pas possible que les Français, qui ont joué un rôle important pour la paix et de nombreuses autres choses, soient de ce avis, ou qu'ils n'y soient pas présents avec la force qui s'impose.

qu'ils, qui ont joué un rôle important pour la paix d de nombreuses époques, soient absents de ce débat, ou qu'ils n'y soient pas présents avec la force qui s'impose."

۵۵۱ من

NATIONALE

contraignantes

Le gouvernement n'a pas encore pris de décision à cet égard. Une réunion a eu lieu, vendredi soir, à l'Elysée, en présence du président de la République. M^{me} Marroy, Deiors, Dreyfus et Le Garrec étaient présents. Tout dépendra de la bonne volonté de l'opposition. Une nouvelle réunion devrait se tenir dimanche soir. Le premier ministre décidera alors, au vu de l'avancement des travaux législatifs, quelle conduite adopter. Le gouvernement n'exclut pas d'utiliser seulement l'article 44 (vote bloqué) de la Constitution.

Dans la nuit de vendredi à samedi, le débat s'est à nouveau envenimé. L'opposition affirme que ses amendements sont systématiquement rejetés. Ce samedi matin 17 octobre, l'Assemblée poursuivait la discussion de l'article 3. Il y a cinquante articles dans le projet de nationalisations.

LAURENT ZECCHINI

vernement et la commission ont répondu « cent fois » aux mêmes questions.

L'Assemblée répondre aux amendements similaires de M. Millon et Notté stipulant que la législation commerciale (écrite plus haut) est un organisme est réputé appartenir au domaine des collectivités publiques, des entreprises ou des sociétés nationales, des sociétés nationalisées en tant qu'entreprises du secteur public détenues ensemble ou séparément par le peuple ou par le pouvoir capital social et dispose de plus de la moitié des sièges au conseil d'administration.

Par 332 voix contre 155, l'Assemblée repousse ensuite un amendement du groupe R.P.R. visant à stipuler que les actions détenues par les salariés des sociétés nationalisées (dans le cadre de la participation au capital et l'entente) restent propriété des salariés. L'Assemblée adopte l'article 2.

Après l'article 2, l'Assemblée repousse un amendement de M. Millon qui prévoit les conditions dans lesquelles les transferts au secteur privé de certains services publics, tels que ceux d'actifs détenus par ces organismes, sont autorisés par la loi. Elle réserve ensuite deux amendements de M. de la Noë et M. Millon tendant à créer un comité de participation publique.

● APPLICATION DE LA LÉGIS-
LATION COMMERCIALE

L'article 3 prévoit que les cinq sociétés nationalisables seront

LA PRÉPARATION DU CONGRÈS DU P.S.

La revue du CERES critique une diplomatie qu'elle juge « globalement atlantiste »

Dans son dernier numéro daté octobre 1981, *Non*, revue du CERES, fait l'inventaire des pro-

trans-actes de la diplomatie française, et des raisons qu'il nous faut alors entendre se demander si « nous sommes tellement *doigts du et triques* » *tant* ». Il qualifie la nouvelle diplomatie de « globalement *doigts du et triques* » et *tiers-monde* et, juge le bilan *tiers-monde* *doigts*.

S'il estime que « rien n'a été corrigé », il conclut : « Cette action étrangère ne peut aller que dans le sens d'une correction, mais si elle n'est corrigée, celui

L'auteur souligne enfin que le projet socialiste » proposait une approche nouvelle de l'U.S.S. se distinguant de celle, la fois primaire et passionnelle, d'un alignement sur le camp occidental et son centre, les Etats-Unis, celui aussi, à plus long terme, d'un affaiblissement rapide de notre rôle sur la scène internationale. »

tionnellement véhiculée dans les rangs du socialisme français ». Cette approche consiste notamment à affirmer que l'URSS, « à la fois pour des raisons historiques, mais aussi du fait de son retard économique et technologique, et de son affaiblissement idéologique, se trouve globalement dans une position défensive ».

La revue du CERES reproche aussitôt implicitement à M. Mitton d'avoir cédé à la gestion quotidienne de la diplomatie. M. Claude Cheysson et rappelle, comme on dernier, lorsqu'il occupait les fonctions de membre de la Commission des Communautés européennes, faisait l'objet de très vives critiques de la part du

● LA FORCE FRANÇAISE

M. Jean-François Piatini (R. L. Girarde), qui lui demande quelles mesures ont été envisagées pour permettre à la force française d'intervention « d'avoir un rayon d'action suffisant pour postuler l'usage de la force française, par exemple en Afrique », M. Charles Hernu, ministre de la défense, rappelle que la France

vent parcourent sans escalier jusqu'à onze mille kilomètres avec une charge de quinze tonnes — et qu'en 1938, vingt-cinq C-160 de la deuxième répartition aéril-

Au conseil général de Loir-et-Cher

Un chef de l'opposition nommé Henri Giscard d'Estaing

De notre correspondante

Blois. — Le conseil général de Loir-et-Cher, réuni à Blois du 12 au 14 octobre, a trouvé son porte-parole de la nouvelle opposition du conseil général, a répondu : « Les textes statutaires ont été appliqués à M. Hardy comme à tout le corps préfec-

[illegible]

Sénat

RS DE JUSTICE

(Loire) pense que l'initiative prise

Dans les couloirs du conseil général, après la séance, les élus de l'ancienne majorité critiquaient même vivement cette intrusion de la politique dans une assemblée qu'ils veulent ne voir que consacrée à l'administration locale.

Au Sénat

● LES CONCILIEURS DE JUSTICE

Au cours de la séance consacrée, vendredi matin 18 octobre au Sénat, aux questions orales, M. René Charrier, député de la justice, indique que la réintégration de la conciliation dans l'ordre judiciaire dépendrait des décisions prises par le Conseil des conciliateurs institutionnels, au nombre d'un millier, avant tout de huit mille affaires en cours.

M. René Charrier (P.S., E.N.),

● LA FORCE FRANÇAISE D'INTERVENTION

A M. Jean-Jacques Pétiaud (R.I. Girondins) qui lui demande pourquoi les renseignements ne sont envoyés que par la voie de la presse : « d'abord, en raison d'un accord suffisant pour pouvoir intervenir à longue distance, mais surtout, parce que les renseignements de Charles Harlan, ministre de la défense, rappelle que la France dispose de trois DC-8 — qui peuvent transporter 100 tonnes — et que nous sommes en contact avec onze mille kilomètres avec une charge de quinze tonnes — et que nous sommes en mesure de faire passer ces renseignements à l'ennemi ».

● M. Didier Borsani, président du parti radical, a affirmé, vendredi 16 octobre à Lille : « L'U.D.F. ne doit pas être une structure militante. Elle ne doit pas être dominée par le secteur d'un commandeur impatient de revenir au pouvoir ». Pour l'ancien député de Paris, l'U.D.F. dont la structure est désormais de type conjoncturel, doit changer de règle pour exécuter toute référence à l'ouvrage de l'ancien chef de l'Etat « Démocratie française ». — (Corresp.).

BÉATRICE HOUGHARD

**Pour les pilotes le titre se joue ce soir.
Pour l'huile de synthèse Mobil,
c'est gagné.**

Quel que soit le résultat de la dernière épreuve du Championnat du Monde de Formule 1, Mobil peut dès maintenant fêter sa victoire: les voitures Williams de l'équipe Saudia-Leyland, lubrifiées par Mobil, ont d'ores et déjà gagné le Championnat du Monde des Constructeurs*, en le menant de bout en bout.

L'huile de synthèse mise au point par Mobil, qui lubrifie le moteur de ces voitures a ainsi fait preuve de toutes ses qualités: protection du moteur, endurance, résistance aux hautes températures.

*Elles ont en outre gagné en Afrique du Sud, course qui ne compte pas pour le Championnat du Monde.

L'huile du Champion du Monde des Constructeurs F1.

RADIO-TÉLÉVISION

LE PRÉAVIS DE GRÈVE À TF 1 EST ANNULÉ

Le Syndicat unitaire de radio-télévision-C.F.T.T. a, comme on s'y attendait, annulé son préavis de grève prévu sur TF 1 le mardi 20 octobre.

Cette décision a été prise au cours de deux assemblées générales tenues rue Copernic-47 et au centre Mounpian, après que les responsables syndicaux aient indiqué qu'ils avaient reçu la lettre de M. Jacques Boudier, président de la chaîne, dans laquelle celui-ci s'engageait à ouvrir rapidement des négociations (cf. Monde du 17 octobre).

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 18 OCTOBRE
M. Jean-Marie Loebeke.
P.-D. G. du Crédit commercial de France, est l'invité de l'émission « R.T.L.-le Monde » à 18 h 15.

M. François Coprin, président du C.N.P.P., participe au « Club de la presse » à 9 heures.

Selon l'ambassadeur de Turquie L'INFORMATION SUR LA PRISE D'OTAGES N'AURAIT PAS ÉTÉ OBJECTIVE

Au cours d'un entretien accordé vendredi par M. Pierre Mauroy à M. Adnan Bulak, ambassadeur de Turquie en France, le premier ministre s'est prononcé sur les interrogatoires d'extrême gauche qui ont précédé la prise d'otages au consulat de Turquie.

Si l'ambassadeur confirme qu'il a bien reçu une telle promesse, il estime qu'elle n'a pas été tenue. Il voit plutôt que les chaînes de télévision ont, en l'absence de M. Pierre Mauroy, plus circonspéctement pris sur la forme de l'information que sur le fond.

L'interrogatoire du premier ministre, si elle doit avoir lieu, ne porterait en tout cas pas la forme d'une information dans les affaires de la télévision.

Le premier ministre serait alors son avis dans un domaine qui touche à la politique étrangère de la France, qu'il a ce que les chaînes ont les renseignements qu'il leur a fournis.

Samedi 17 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

BANDE ORIGINALE DU FEUILLETON TÉLÉVISÉ
Jacquou le Croquant
481-6010-424
PHILIPS

20 h 30 **Dramatique** : Jacques le Croquant.
Les mémoires des hommes. Réalisation : L. Lemaire, avec M. Dumas, J. Dumoulin, C. Mouton.

21 h 30 **Automobile** : Grand Prix F1 à Las Vegas.

22 h 30 **Sport** : Téléfoot.

23 h 30 **Journal**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 **Téléfilm** : Histoire de voyous.
Réalisation : Pierre-François. Avec : J. Witten, J.-M. Thibault, M. B. P. 2.

21 h 30 **Série** : Chénou.
Une histoire de l'homme comique.

22 h 30 **Série** : Chénou.
Une exploration passionnée des perspectives cosmiques de demain.

23 h 30 **Série** : Chénou.
Les carnets de l'aventure : Aventures en terre de Baïla.

CHAÎNE : FR 3
20 h 30 **Le roman du samedi soir** : L'agent secret.
Un film de M. Camus, d'après J. Conrad.

21 h 30 **Journal**.

22 h 30 **Ciné-résumé** : J. Meunier.

FRANCE-CULTURE
20 h 30 **Les écrivains** : Les écrivains de la sympathie.
21 h 30 **Les écrivains** : Les écrivains de la sympathie.
22 h 30 **Les écrivains** : Les écrivains de la sympathie.

Dimanche 18 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

9 h 15 **A Bible ouverte**.

9 h 30 **Foi et traditions des chrétiens orientaux**.

10 h 30 **Prévisions météorologiques**.

10 h 30 **Le jour de dimanche**.

11 h 30 **Messe des malades**.

12 h 30 **Célébration de la messe du collège Saint-Jean-de-Passy, professeur, Père René Bapst**.

13 h 30 **Le spectacle du spectateur**.

14 h 30 **30 TF 1**.

15 h 30 **Journal**.

16 h 30 **Série** : L'été de l'été.

17 h 30 **Les nouveaux rendez-vous**.

18 h 30 **Série** : L'été de l'été.

19 h 30 **Série** : L'été de l'été.

20 h 30 **Série** : L'été de l'été.

21 h 30 **Série** : L'été de l'été.

22 h 30 **Série** : L'été de l'été.

23 h 30 **Série** : L'été de l'été.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

9 h 15 **50 Cours d'anglais**.

9 h 30 **50 Cours d'anglais**.

10 h 30 **50 Cours d'anglais**.

11 h 30 **50 Cours d'anglais**.

12 h 30 **50 Cours d'anglais**.

13 h 30 **50 Cours d'anglais**.

14 h 30 **50 Cours d'anglais**.

15 h 30 **50 Cours d'anglais**.

16 h 30 **50 Cours d'anglais**.

17 h 30 **50 Cours d'anglais**.

18 h 30 **50 Cours d'anglais**.

19 h 30 **50 Cours d'anglais**.

20 h 30 **50 Cours d'anglais**.

21 h 30 **50 Cours d'anglais**.

22 h 30 **50 Cours d'anglais**.

23 h 30 **50 Cours d'anglais**.

CHAÎNE : FR 3
20 h 30 **Le roman du samedi soir** : L'agent secret.
Un film de M. Camus, d'après J. Conrad.

21 h 30 **Journal**.

22 h 30 **Ciné-résumé** : J. Meunier.

FRANCE-CULTURE
20 h 30 **Les écrivains** : Les écrivains de la sympathie.
21 h 30 **Les écrivains** : Les écrivains de la sympathie.
22 h 30 **Les écrivains** : Les écrivains de la sympathie.

CHAÎNE : FR 3
20 h 30 **Le roman du samedi soir** : L'agent secret.
Un film de M. Camus, d'après J. Conrad.

21 h 30 **Journal**.

22 h 30 **Ciné-résumé** : J. Meunier.

FRANCE-CULTURE
20 h 30 **Les écrivains** : Les écrivains de la sympathie.
21 h 30 **Les écrivains** : Les écrivains de la sympathie.
22 h 30 **Les écrivains** : Les écrivains de la sympathie.

FRANCE-MUSIQUE
20 h 30 **Les écrivains** : Les écrivains de la sympathie.
21 h 30 **Les écrivains** : Les écrivains de la sympathie.
22 h 30 **Les écrivains** : Les écrivains de la sympathie.

FRANCE-MUSIQUE
20 h 30 **Les écrivains** : Les écrivains de la sympathie.
21 h 30 **Les écrivains** : Les écrivains de la sympathie.
22 h 30 **Les écrivains** : Les écrivains de la sympathie.

Le conflit à Radio-France entre Mme Cotta et M. Vozlinsky

Après l'échec du conflit opposant Mme Cotta, présidente de Radio-France, et M. Vozlinsky, directeur des services musicaux de cette société, s'écroule un silence prudent des deux parties (le Monde du 17 octobre).

Ce samedi, aucune conclusion définitive n'est encore officiellement tirée de l'incident, l'attitude de M. Vozlinsky étant d'ailleurs très prudente et l'intérêt refusant de se considérer comme démissionnaire.

M. Vozlinsky n'a pas la réputation d'être un homme de dialogue. C'est un « tonnerre » qui s'embarasse peu des conventions et déteste tout ce qui pourrait freiner son action et contraindre l'avenir du rôle qu'il joue. Il est le patron reconnu dans les milieux musicaux. Parmi les personnalités les plus influentes, il est le plus respecté. Il est le plus respecté. Il est le plus respecté.

Un désaccord est intervenu il y a peu entre M. Vozlinsky et la direction du nouvel orchestre philharmonique de Radio-France à propos de la nomination du nouveau directeur.

CARNET

Déces
— M. Robert DURAND, directeur de la V. P. 2, est décédé le 17 octobre 1981 à la Clinique (Versailles). Directeur de la V. P. 2, il a été directeur de la V. P. 2 pendant 10 ans. Il a été directeur de la V. P. 2 pendant 10 ans. Il a été directeur de la V. P. 2 pendant 10 ans.

Ramifications
— M. Eugène Marcel GIBARD, dit colonel Moreau dans le film, est décédé le 17 octobre 1981 à la Clinique (Versailles). Directeur de la V. P. 2, il a été directeur de la V. P. 2 pendant 10 ans. Il a été directeur de la V. P. 2 pendant 10 ans.

écrit dans un communiqué publié vendredi, ajoutant qu'il s'abstenait de toute interview et déclaration. Réponse de la présidence : « Il est averti qu'un différend oppose actuellement le directeur de France-Musique à la présidence de Radio-France. Il est averti qu'un différend oppose actuellement le directeur de France-Musique à la présidence de Radio-France. Il est averti qu'un différend oppose actuellement le directeur de France-Musique à la présidence de Radio-France.

Messes annuelles
— M. Robert DURAND, directeur de la V. P. 2, est décédé le 17 octobre 1981 à la Clinique (Versailles). Directeur de la V. P. 2, il a été directeur de la V. P. 2 pendant 10 ans. Il a été directeur de la V. P. 2 pendant 10 ans.

Ramifications
— M. Eugène Marcel GIBARD, dit colonel Moreau dans le film, est décédé le 17 octobre 1981 à la Clinique (Versailles). Directeur de la V. P. 2, il a été directeur de la V. P. 2 pendant 10 ans. Il a été directeur de la V. P. 2 pendant 10 ans.

DÉFENS

LE GENERAL DELLAVAL
CABRES : 100000
DES NOUS FAISSENT

LE GÉNÉRAL D'UNE PENSÉE
UNE UN ESPRIT DÉMON

ECHECS

LE CHAMPION DE MONDIALE

PREMIÈRE ÉTAPE DE ROUMANIE

150 من الأصل

Le Monde

équipement

P.T.T.

Un budget difficile pour 1982

- Timbres à 1,80 franc au 1^{er} juillet
- Étude d'une modulation des tarifs de l'abonnement téléphonique

Les P.T.T. feront, les prochains jours, les frais de la nouvelle politique financière du gouvernement. A un double titre. Les télécommunications devront renouer une partie de 3,5 milliards de francs — de leurs bénéfices au budget général de l'État, au titre d'une contribution, qu'on dit exceptionnelle, à la Caisse nationale d'épargne, à la Caisse nationale d'épargne, de son côté, ses charges s'élèveront de 2 milliards de francs par suite du relèvement de 7,5 % à 8,5 % des intérêts à payer aux titulaires de l'Imprévu C.N.E.

Ce que M. Michel Maurice Bokanowski, sénateur des Hauts-de-Seine (R.P.F.), a déjà dénoncé, dans une question posée au ministre des P.T.T., comme une « manipulation financière contraire à la pratique administrative française », va, en effet, avoir ses incidences à la fois sur l'équilibre financier et sur la politique d'investissement de cette administration, si, comme on le craint, elle se traduit par une réduction du mode de couverture des dépenses des P.T.T. : maintenir le niveau d'investissement malgré cette suppression suppose (faute de recourir à des concours extérieurs (emprunts) — et une pression supplémentaire sur l'usager. Pour l'ensemble des P.T.T., le déficit de financement va passer d'une année à l'autre de 8,5 milliards de francs à 11,5 milliards de francs.

Il est d'ores et déjà acquis que, pour atteindre les objectifs prévus, le prix du timbre-poste devra passer à 1,80 F en régime normal au 1^{er} juillet 1982 (1,60 F pour les plus non urgents). Quant au prix de la taxe de base téléphonique, il devrait être relevé une première fois de 5 centimes d'ici à la fin de l'année et une seconde fois du même montant, au printemps 1982. En compensant cette augmentation du tarif de nuit serait avancée d'une demi-heure et les communications à destination de la C.N.E. coûteraient 33 % de moins au lieu de 40 %.

Un tel principe d'une modulation, applicable à compter du printemps prochain, du prix de l'abonnement en fonction des écarts d'usage journalier pourrait toutefois se heurter à la sacro-sainte égalité devant le socle public.

En contrepartie de l'effort de solidarité nationale demandé, M. Bokanowski, sénateur des P.T.T., pense avoir obtenu deux compensations : d'une part, l'octroi à son administration d'une « charte de gestion », analogue aux principes aux comptes d'entreprise signés avec l'État par les services publics (C.N.C., E.D.F., Air France, etc.) et permettant de mieux programmer à moyen terme le développement des services ; d'autre part, les perspectives de maintien des francs constants du volume d'investissement, principalement dans les télécommunications.

Le Monde

Service des Abonnements à 175 des Italiens
75010 PARIS - CEDEX 9
C.C.P. Paris 407-35

ABONNEMENTS
3 mois 5 mois 12 mois
FRANCE - P.R.M. - T.N.M.
203 443 F 611 F 790 F
TOUTES AUTRES PAYS
PAR VIREN NORMALE
483 F 662 F 1 511 F 1 600 F
ÉTRANGER
(par mandats)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
P.A.S. 345 F 540 F
2 - SUISSE, SUISSE
285 F 407 F 1 120 F
Par virement bancaire
Tous les mandats
Changements d'adresse
donner au préalable (et si possible
sur lettre) à nos abonnés
pour éviter tout retard de
délivrance de la revue au moins
deux semaines avant
Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.
Veuillez être politesse de
nous adresser les mandats
à l'adresse ci-dessus.

Investissement élargit. Pour les télécommunications, on peut même parler de récession. Les autorisations de programme d'investissement de 3,5 % (pour atteindre 27,2 milliards de francs, les comptes de 2 milliards de francs que débiteront les sociétés de financement). Les dépenses en capital atteignent 27,2 milliards de francs. Réduites des 3,5 milliards de francs de la Caisse nationale d'épargne, la capacité d'investissement des télécommunications ne dépassera pas 23,7 milliards de francs, contraignant à recourir à l'emprunt pour couvrir les 4 milliards de francs restants.

Enfin, les dépenses de fonctionnement, qui ont augmenté de 26,8 % par rapport à 1980, ont atteint 29,2 milliards de francs, contre 23,3 milliards en 1980.

Sur un budget global en progression de 22,1 % (124,4 milliards), le seul accroissement quantitatif notable concernera les dépenses de fonctionnement, qui ont augmenté de 26,8 %, pour dépasser 29 milliards de francs, contre 23,3 milliards en 1980.

Un « trou »

à la Caisse d'épargne
Un programme d'équipement moderne, donc et qui pourrait être financé par la Caisse d'épargne, est en cours de réalisation. Mais il se trouve que la Caisse d'épargne ne dispose pas de suffisamment de fonds pour financer ce programme. Elle doit donc emprunter à l'extérieur.

La situation financière de la poste va devenir préoccupante. Son déficit s'élève à 1,5 milliard de francs en 1981, contre 1,2 milliard en 1980. Les dépenses de la poste vont augmenter de 1,5 milliard de francs en 1982, contre 1,2 milliard en 1981.

Le déficit chronique de la poste va, une fois encore, lui coûter fort cher. Le service est obligé d'emprunter pour financer ses déficits d'exploitation antérieurs, dont les frais financiers très élevés : 1,5 milliard cette année, 2 milliards l'année prochaine. Et les services financiers se préparent à vivre sous le même régime. La Caisse nationale d'épargne va, en effet, à son tour être en déficit : de 800 millions, ce qui contraste avec un excédent de 300 millions en 1980.

La situation financière de la poste va devenir préoccupante. Son déficit s'élève à 1,5 milliard de francs en 1981, contre 1,2 milliard en 1980. Les dépenses de la poste vont augmenter de 1,5 milliard de francs en 1982, contre 1,2 milliard en 1981.

Le déficit chronique de la poste va, une fois encore, lui coûter fort cher. Le service est obligé d'emprunter pour financer ses déficits d'exploitation antérieurs, dont les frais financiers très élevés : 1,5 milliard cette année, 2 milliards l'année prochaine.

Les services financiers se préparent à vivre sous le même régime. La Caisse nationale d'épargne va, en effet, à son tour être en déficit : de 800 millions, ce qui contraste avec un excédent de 300 millions en 1980.

La Société Française en Mouvement

Une publication Le Monde
Au sommaire :
- DE NOUVEAUX COMPORTEMENTS
- D'AUTRES MODES DE VIE
- LE TRAVAIL
- VIOLENCE, SÉCURITÉ, LIBERTÉ
- DES TECHNOLOGIES QUI CHANGENT LA VIE
- CULTURE ET SOCIÉTÉ

EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX : 28 F.

Valence. Cent dix décès dans la chambre à coucher. Informations. Pour remédier à cet état de fait, dont la victime est un jeune homme de 25 ans, le tribunal administratif de Grenoble, le 18 octobre, a ordonné la destruction d'une des lignes à haute tension de la région.

En 1970, quelques dizaines d'agriculteurs du sud de la Drôme avaient obtenu la destruction d'une ligne à haute tension de la région. Mais le tribunal administratif de Grenoble, le 18 octobre, a ordonné la destruction d'une des lignes à haute tension de la région.

Le tribunal administratif de Grenoble, le 18 octobre, a ordonné la destruction d'une des lignes à haute tension de la région.

ENVIRONNEMENT

PRÈS DE PIERRELATTE

Le tribunal administratif ordonne à E.D.F. de détruire une de ses lignes à haute tension

De notre correspondant

Valence. Cent dix décès dans la chambre à coucher. Informations. Pour remédier à cet état de fait, dont la victime est un jeune homme de 25 ans, le tribunal administratif de Grenoble, le 18 octobre, a ordonné la destruction d'une des lignes à haute tension de la région.

En 1970, quelques dizaines d'agriculteurs du sud de la Drôme avaient obtenu la destruction d'une ligne à haute tension de la région. Mais le tribunal administratif de Grenoble, le 18 octobre, a ordonné la destruction d'une des lignes à haute tension de la région.

FAITS ET PROJETS

NOUVELLE HAUSSE DES TAXIS PARISIENS.

Le prix des courses des taxis parisiens va augmenter de 10 % à partir du 1^{er} novembre. Cette hausse est due à l'augmentation des coûts de fonctionnement des taxis parisiens.

DES PRIMES POUR L'HOTELLERIE.

Les professionnels du tourisme doivent mettre en œuvre des politiques de séduction chez nos touristes étrangers. Les professionnels du tourisme doivent mettre en œuvre des politiques de séduction chez nos touristes étrangers.

Le tribunal administratif de Grenoble, le 18 octobre, a ordonné la destruction d'une des lignes à haute tension de la région.

En 1970, quelques dizaines d'agriculteurs du sud de la Drôme avaient obtenu la destruction d'une ligne à haute tension de la région. Mais le tribunal administratif de Grenoble, le 18 octobre, a ordonné la destruction d'une des lignes à haute tension de la région.

Le tribunal administratif de Grenoble, le 18 octobre, a ordonné la destruction d'une des lignes à haute tension de la région.

LOGEMENT

L'office d'H.L.M. de la région par les salaires protestent

Les salariés de l'office d'H.L.M. de la région protestent contre la baisse de leurs salaires.

Les salariés de l'office d'H.L.M. de la région protestent contre la baisse de leurs salaires.

Le Monde

Service des Abonnements à 175 des Italiens
75010 PARIS - CEDEX 9
C.C.P. Paris 407-35

ABONNEMENTS
3 mois 5 mois 12 mois
FRANCE - P.R.M. - T.N.M.
203 443 F 611 F 790 F
TOUTES AUTRES PAYS
PAR VIREN NORMALE
483 F 662 F 1 511 F 1 600 F
ÉTRANGER
(par mandats)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
P.A.S. 345 F 540 F
2 - SUISSE, SUISSE
285 F 407 F 1 120 F
Par virement bancaire
Tous les mandats
Changements d'adresse
donner au préalable (et si possible
sur lettre) à nos abonnés
pour éviter tout retard de
délivrance de la revue au moins
deux semaines avant
Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.
Veuillez être politesse de
nous adresser les mandats
à l'adresse ci-dessus.

Le Monde

Service des Abonnements à 175 des Italiens
75010 PARIS - CEDEX 9
C.C.P. Paris 407-35

ABONNEMENTS
3 mois 5 mois 12 mois
FRANCE - P.R.M. - T.N.M.
203 443 F 611 F 790 F
TOUTES AUTRES PAYS
PAR VIREN NORMALE
483 F 662 F 1 511 F 1 600 F
ÉTRANGER
(par mandats)

Le Monde

Service des Abonnements à 175 des Italiens
75010 PARIS - CEDEX 9
C.C.P. Paris 407-35

ABONNEMENTS
3 mois 5 mois 12 mois
FRANCE - P.R.M. - T.N.M.
203 443 F 611 F 790 F
TOUTES AUTRES PAYS
PAR VIREN NORMALE
483 F 662 F 1 511 F 1 600 F
ÉTRANGER
(par mandats)

Le tribunal administratif de Grenoble, le 18 octobre, a ordonné la destruction d'une des lignes à haute tension de la région.

En 1970, quelques dizaines d'agriculteurs du sud de la Drôme avaient obtenu la destruction d'une ligne à haute tension de la région. Mais le tribunal administratif de Grenoble, le 18 octobre, a ordonné la destruction d'une des lignes à haute tension de la région.

Le tribunal administratif de Grenoble, le 18 octobre, a ordonné la destruction d'une des lignes à haute tension de la région.

LOGEMENT

L'office d'H.L.M. de la région par les salaires protestent

Les salariés de l'office d'H.L.M. de la région protestent contre la baisse de leurs salaires.

Les salariés de l'office d'H.L.M. de la région protestent contre la baisse de leurs salaires.

Le Monde

Service des Abonnements à 175 des Italiens
75010 PARIS - CEDEX 9
C.C.P. Paris 407-35

ABONNEMENTS
3 mois 5 mois 12 mois
FRANCE - P.R.M. - T.N.M.
203 443 F 611 F 790 F
TOUTES AUTRES PAYS
PAR VIREN NORMALE
483 F 662 F 1 511 F 1 600 F
ÉTRANGER
(par mandats)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
P.A.S. 345 F 540 F
2 - SUISSE, SUISSE
285 F 407 F 1 120 F
Par virement bancaire
Tous les mandats
Changements d'adresse
donner au préalable (et si possible
sur lettre) à nos abonnés
pour éviter tout retard de
délivrance de la revue au moins
deux semaines avant
Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.
Veuillez être politesse de
nous adresser les mandats
à l'adresse ci-dessus.

Le Monde

Service des Abonnements à 175 des Italiens
75010 PARIS - CEDEX 9
C.C.P. Paris 407-35

ABONNEMENTS
3 mois 5 mois 12 mois
FRANCE - P.R.M. - T.N.M.
203 443 F 611 F 790 F
TOUTES AUTRES PAYS
PAR VIREN NORMALE
483 F 662 F 1 511 F 1 600 F
ÉTRANGER
(par mandats)

Le Monde

Service des Abonnements à 175 des Italiens
75010 PARIS - CEDEX 9
C.C.P. Paris 407-35

ABONNEMENTS
3 mois 5 mois 12 mois
FRANCE - P.R.M. - T.N.M.
203 443 F 611 F 790 F
TOUTES AUTRES PAYS
PAR VIREN NORMALE
483 F 662 F 1 511 F 1 600 F
ÉTRANGER
(par mandats)

Le Monde
FRANÇOIS
LA
Des manifestants dans cent

150 من الأصل

CONJONCTURE

PRESSE

TÉLEX PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345 21 62

CONSOMMATION

Pour le gouvernement espagnol qui aurait appris l'imminence du blocage des importations par la presse, cette mesure ne serait pas juste, car depuis quinze jours, selon M. Ignacio Aguirre, secrétaire d'Etat pour l'information des contrôles sérieux ont été réalisés sur les conserves avant leur exportation et aucune substance toxique n'a été décelée.

● **Burroughs**, un des principaux constructeurs d'ordinateurs et machines de bureaux, va se lancer à son tour, sur le marché du micro-ordinateurs. Le groupe américain vient de signer un accord avec une petite société californienne, Convergent Technologies, qui a mis au point un micro-ordinateur très performant.

LA SEMAINE FINANCIÈRE

BOURSE DE PARIS

Simple petite hemorrhage? Le marché a quand même fléchi de 2,2 % en l'espace de trois semaines... Mais au-delà de cette simple constatation, il a donné l'impression de ne pas trop savoir sur quel pied danser.

A l'évidence, la politique suivie par le gouvernement dans le domaine fiscal, avec les dernières modifications apportées au budget 1982, l'a déconcerté, tout comme le climat social régnant à la régie Benadit donne comme exemple pour justifier l'extension du secteur public.

C'est en vain aussi que le marché a tenté d'y voir

● La société mixte Olcit, fr
de l'accord entre Citroën et
organismes de l'Etat roumain,
présenté le 15 octobre à la Fo
internationales de Bucarest,
nouvelle Citroën Olcit appe
à être commercialisée en Roum
nie et dans la Corée du N

VIÈRE

Bourses étrangères

Alcoa	28	24 1/2
Couros	8 oct.	18 oct.

50 pages	3910	3900
20 pages	747	750

Etrang.	144,3	141,6
COMPAGNIE DES		
(base 100 3		
Tendance	101,1	99,9
(base 100 2		
Ind. gén.	93,3	92,7

« à la suite des différentes mesures fiscales et des décharges autorisées » : 35 % des cadres supérieurs et 44 % des cadres moyens ne le peuvent pas. Ils sont respectivement 74 % et 67 % à ne pas envisager de prendre une année sabbatique. La retraite à cinquante-cinq ans est jugée « une bonne chose » par 71 % de l'ensemble des cadres et « une mauvaise chose » par 15 %.

trangères

l'acquiescent que la politique économique rigoureuse menée par le gouvernement serait poursuivie sans relâche : autant de facteurs qui ont pesé sur les cours et ont rendu les opérations inquiètes.

Indices C.P.T. du 18 octobre

Industrielles, 482,4 (contre 486,2)	Cours	Cours
mines d'or, 391,1 (contre 392,8)	9 oct.	18 oct.
Fonds d'Etat, 51,12 (contre 52,29)		

F. U. K.	262 400	24 227 84
G. G. E.	87 300	20 651 25

140,5	137	134,6
EFFECTS DE CHANGE		
(décembre 1960)		
99,7	99	99,5
(décembre 1961)		
92,3	91,7	91,5

1

